

# ÉTATS GÉNÉRAUX DU NUMÉRIQUE POUR L'ÉDUCATION 2020



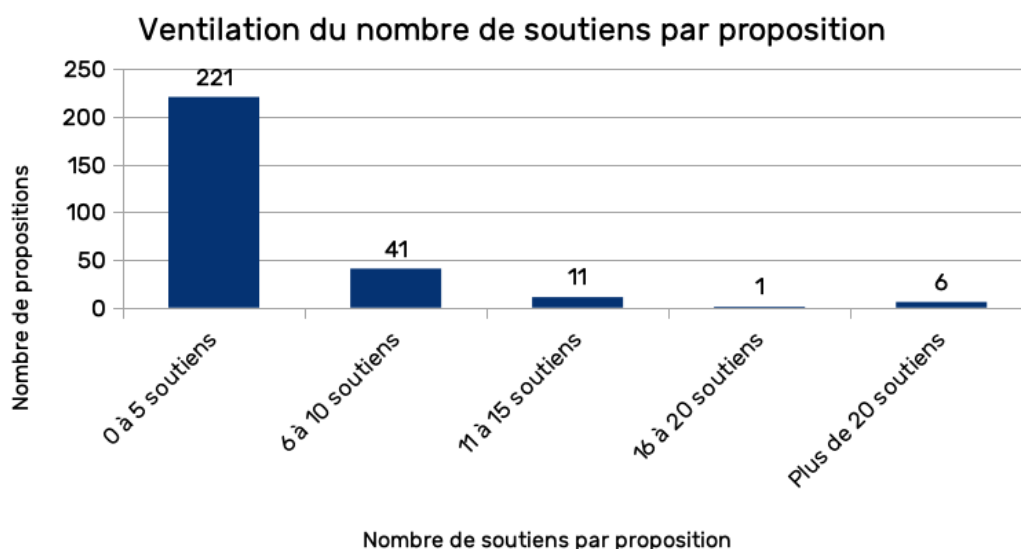
[etats-generaux-du-numerique.education.gouv.fr](https://etats-generaux-du-numerique.education.gouv.fr)

## Annexe à la synthèse intermédiaire de la consultation numérique

**Opensource politics**  
l'expérience démocratique

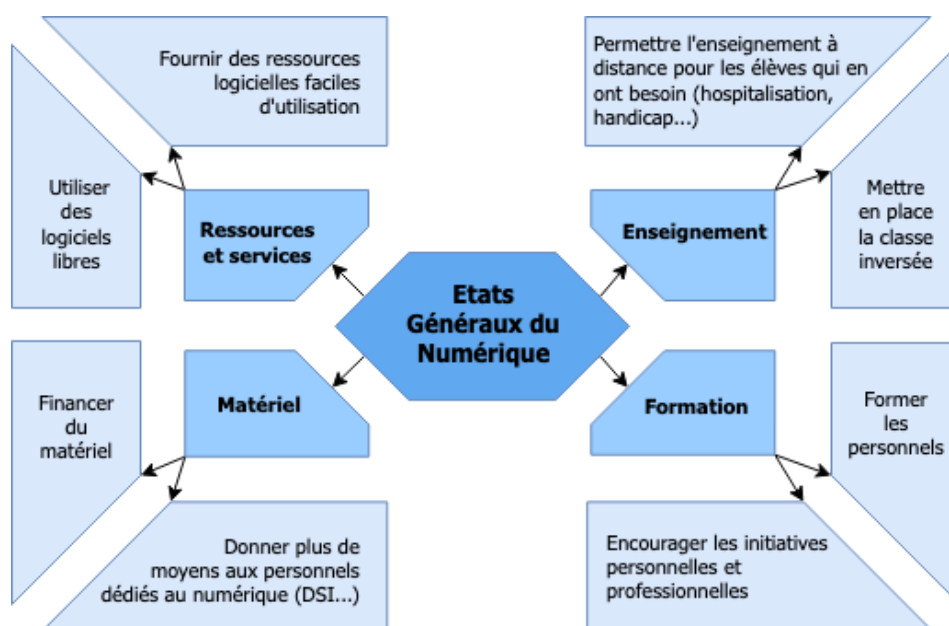
## Ventilation du nombre de soutiens par propositions

Comme nous l'observons régulièrement, il y a un décrochage entre des propositions qui ont été largement soutenues et d'autres qui ne l'ont presque pas été. La grande majorité des propositions ont en effet reçu très peu de soutiens (175 propositions entre 0 et 5 soutiens) quand seulement 6 en ont rassemblé plus de 20.



## Carte heuristique des tendances thématiques

Cette carte heuristique doit rendre visible les grandes tendances qui commencent à émerger de la consultation. Elle ne rend pas compte de toutes les contributions mais dégage les grandes orientations qui recourent toutes les thématiques.



## Analyse détaillée du contenu et des commentaires des 5 contributions des plus soutenues/commentées

### Rappel du top 5 des plus soutenues

1. [Doter les personnels de matériel informatique](#) (31 soutiens)
2. [Favoriser les logiciels libres](#) (31 soutiens)
3. [Utiliser une plateforme en ligne pour permettre l'éducation des enfants ne pouvant avoir une scolarité "normale" du fait d'hospitalisations longues qu'elles soient à l'hôpital ou au domicile](#) (26 soutiens)
4. [Favoriser l'accès au numérique des enseignants via une dotation matérielle et un financement de la connexion](#) (23 soutiens)
5. [Doter les enseignants de matériel informatique](#) (22 soutiens)

### Rappel du top 5 des plus commentées

1. [Doter les personnels de matériel informatique](#) (36 commentaires)
2. [Faciliter le travail des enseignants et des apprenants](#) (33 commentaires)
3. [Favoriser les logiciels libres](#) (31 commentaires)
4. [Engager les élèves dans leur apprentissage via le numérique et le protocole de "classe inversée"](#) (29 commentaires)
5. [Favoriser l'accès au numérique des enseignants via une dotation matérielle et un financement de la connexion](#) (28 commentaires)

## Méthodologie d'analyse

Trois contributions étant présentes dans les deux catégories, nous analyserons donc de manière détaillée sept propositions. Nous n'avons pas corrigé les éventuelles fautes d'orthographe contenues dans les contributions citées.

L'objectif étant de représenter la variété de points de vue présents dans les commentaires, nous listons les opinions identiques présentes de nombreuses fois pour faire ressortir des opinions moins souvent exprimées. Cette méthodologie nous permet d'ajouter au signalement des opinions les plus mises en avant par les contributeurs (top 5 des propositions les plus soutenues/commentées, nuages de mots, etc) l'exhaustivité des points de vue sur les quelques sujets qui structurent les débats.

## Fiches d'analyse des propositions

### 1/ Doter les personnels de matériel informatique



Poirier Emmanuel



31



36

**Objectifs.** Soutenu par de nombreux contributeurs, [Poirier Emmanuel](#) pose un diagnostic concernant la disponibilité de matériel informatique pour les personnels de l'Education nationale. Selon lui, le fait que les personnels ne disposent pas de matériel informatique pose deux problèmes principaux :

- *"l'achat de son propre matériel dans le cadre du télétravail contrevient aux règles du code du travail,*
- *les données des élèves et parents d'élèves ainsi que nombre de données classées sensibles par la CNIL ne sont en aucun cas protégées, faute de matériel professionnel configuré par la DSI de notre profession".*

**Modalités.** La suggestion introduite par l'auteur de cette contribution est donc de confier aux différentes DSI le soin d'entretenir un parc informatique mis à disposition des personnels, *"ce qui résoudrait à la fois le problème des enseignants et la mise en sécurité des données traitées par ceux-ci"*. Cette contribution est notamment soutenue par [Chloe](#) en commentaire, pour qui le confinement a montré que *"on ne peut pas prévoir un enseignement à distance/hybride si les enseignants ne sont pas équipés (PC portable, casque, chaise)"*.

En pratique, [Beddour](#) propose la généralisation de la fourniture de tablettes aux élèves, *"qui sera financée par les collectivités"*. Cette contribution a généré de nombreux échanges, s'interrogeant en particulier sur le bien-fondé de ces outils *"inutilisables en mathématiques"* (selon [Flo](#), un enseignant), sachant qu'il y a *"toujours un élève sans tablette ou ordinateur"* pour [Yéyé75](#). [Richard Picon](#) conclut en saluant la pertinence d'*"un outil identique aux profs et aux élèves, c'est à dire une tablette (préférentiellement sous android) pour l'utilisation, et un ordinateur pour le prof, réservé à la conception"*.

**Points de vigilance.** Comme le souligne [Régis Bros](#), l'obstacle principal à la prise en charge par les DSI est que *"le champ d'action des DSI a été considérablement restreint dans les lycées gérés par la région, préférant sous traiter les services à des sociétés privées qui par mesure d'économie fonctionnent à la mission sur ticket."* Pour lui, *"si on veut un outil performant et pérenne il faut y mettre les moyens, avec des personnes sur places et formées"*. L'accent est donc mis sur l'extension des compétences des DSI, et leur formation.

Un point également soulevé par [Chloe](#), pour qui l'investissement matériel n'est pas suffisant ; il lui semble nécessaire que les enseignants soient *"formés aux outils numériques, et aux bonnes pratiques numériques"*. [Yéyé75](#) précise enfin qu'*"outre l'ordinateur, il ne faut pas oublier l'imprimante, le scanner, les cartouches d'encre et la connexion internet"*.

## 2/ Favoriser les logiciels libres

 Rault



 31

 31

**Objectifs.** Pour [Rault](#), *"il faut favoriser au maximum le logiciel libre"*. Selon lui, au nom du *"numérique souverain, nous devons freiner l'utilisation des logiciels sous licence payante lorsqu'il existe une alternative, surtout lorsque ces entreprises de logiciels ont été condamnées pour leur position dominante sur le marché informatique"*. Il est notamment soutenu en commentaire par [Juliette](#), pour qui *"les outils commerciaux sont vantés et installés sur les ENT ou sur la plateforme du CNED alors que l'expérience montre très vite que les données personnelles ne sont pas du tout protégées et que les élèves comme les enseignants sont pistés"*.

**Modalités.** Il convient donc de faire l'inventaire des alternatives. [Rault](#) en dénombre au moins trois :

- *"il faudrait basculer l'ensemble du parc sous une des versions de Linux"*,
- *"la version Windows ne devrait être gardée sur les ordinateurs que lorsque certains logiciels [...] nécessitent Windows"*,
- et il faudrait enfin aller jusqu'à changer de *"système d'exploitation"*, au besoin *"avec une transition où les deux systèmes cohabiteront sur un même poste d'ordinateur"*. À ce sujet, [nicolas talabardon](#) déplore d'ailleurs que les *"systèmes de gestion des matériels soient uniquement adaptés pour un unique système d'exploitation, propriétaire qui plus est"*.

[LE BLOAS Seb](#) signale d'ailleurs *"que la liste [des alternatives] est déjà prête : <https://sill.etalab.gouv.fr/fr/software>"*. [Le Jan Eric](#) va plus loin, et note l'existence de [apps.education.fr](#), *"initiative de notre ministère, qui s'est faite à bas bruit"*. C'est pour lui *"un signe qui pour être encouragé implique que la communauté enseignante y souscrive"*. De manière générale, les idées sont nombreuses :

- Pour [Prof O.Mejean](#), *"l'éducation nationale pourrait s'engager sur des financements de logiciels avec comme postulat simple : "argent public, code libre" (et pousser vers développement ouvert)"*.
- [Flo](#) note plusieurs possibilités, partant de *"payer du personnel pour travailler sur un logiciel existant (améliorer, maintenir, documenter...)"*, en passant par *"donner de l'argent à une fondation"*, ou encore *"encourager les enseignants à participer (voire proposer une décharge pour les plus gros contributeurs...)"*.

**Points de vigilance.** Selon [SAI](#), il ne faut pas aller trop vite, *"il faudrait [...] avancer petit à petit, le changement soudain n'est pour moi que source de frustration qui ne servira pas à rendre les utilisateurs plus appétant sur les alternatives"*.

[Alexandre B](#) lance quant à lui un avertissement à la question des logiciels libres : pour lui, *"nombre de startups éducatives françaises [sont] obligées de chercher leurs premiers clients à l'étranger et de faire face à une concurrence qui elle en générale réussit à faire ses premières références dans son pays d'origine"*. Il est contesté notamment par [nicolas talabardon](#), pour qui *"il ne s'agit pas de dire que les logiciels doivent être fournis gratuitement. Tout travail mérite salaire"*.

### 3/ Utiliser une plateforme en ligne pour permettre l'éducation des enfants ne pouvant avoir une scolarité "normale"



Laure GUERIN TAQUET



26



13

**Objectifs.** Pour [Laure GUERIN TAQUET](#), il serait très pertinent de permettre *"aux enfants de maternelles et élémentaires de recevoir des cours de soutien scolaire en live, gratuitement, grâce à des enseignants bénévoles"*.

Elle avait développé une plateforme à cet effet pendant le confinement, et *"propose de l'engager à nouveau pour les enfants ne pouvant avoir une scolarité "normale" du fait d'hospitalisations longues qu'elles soient à l'hôpital ou au domicile"*.

Cela permettrait, selon elle, *"d'avoir une continuité pédagogique faite par des enseignants disponibles auprès d'enfants malades, 1 enseignant pouvant faire cours pour une dizaine d'enfants en même temps, qu'il soit à l'hôpital ou chez lui"*.

Dernier point non négligeable, *"cela permettrait au parent de lui retirer cette charge mentale supplémentaire qu'est l'enseignement"*.

**Modalités.** [FEREY-STMG](#) estime qu'*"il serait bien que l'éducation nationale se modernise réellement proposant à tous les élèves de bénéficier d'un enseignement hybride (en partie présentielle et partie distanciel)"*.


[Tanisma](#) note que cela permettrait également *"de développer l'autonomie des élèves dans leur apprentissage. Surtout que beaucoup s'inscrivent déjà dans une dynamique d'apprentissage autonome en ligne via des tutoriels, selon leurs centres d'intérêts"*.

**Points de vigilance.** [Nathalie](#) recommande toutefois de faire *"attention, rien ne remplacera une classe où la collectivité existe, l'entraide, la coopération. Se frotter aux autres, apprendre à être avec les autres est une richesse et un apprentissage pour tous. Quand nous parlons du numérique, nous évoquons des savoirs certes utiles, rapides, qui peut même éviter des décrochages mais rien ne remplacera le contact humain, nous l'avons bien perçu pendant le confinement"*.

## 4/ Favoriser l'accès au numérique des enseignants via une dotation matérielle

 iachemet



 23

 28

**Objectifs.** [iachemet](#) identifie trois pistes d'amélioration pour favoriser l'accès des enseignants au numérique. Il faudrait selon lui *"fournir aux enseignants un outil de travail adapté et payé par l'employeur"*, les aider par *"une dotation sous forme matérielle (ordinateur performant) ou d'une prime"*, mais *"il faut aussi que ce même employeur participe aux frais d'accès à une ligne fibre performante"*.

**Modalités.** Bien que relativement identique à la première proposition de cette synthèse, cette contribution a entraîné des discussions différentes qu'il nous semble pertinent de retracer ici.

[Maillet](#) propose par exemple d'attribuer à chaque enseignant *"un NUMEN "Numéro d'identification de l'Education Nationale". Il pourrait déclarer son ordinateur avec son numéro de série pour éviter les abus, et une aide de l'éducation nationale serait activé"*. [ghis](#) appuie cette contribution et renchérit : *"un ordinateur professionnel, distinct de son ordinateur personnel, appartenant à l'Etat avec une connexion financée par l'Etat, cela semble être une nécessité si nous sommes amenés à réitérer le travail à distance"*.

[FirewallGeneral](#) va jusqu'à proposer une marche à suivre détaillée :

- *"chaque établissement doit demander à chaque enseignant ce dont il a besoin (en imposant un certain niveau de compatibilité avec les autres utilisateurs qui serait défini localement)*
- *chaque établissement fait remonter*
- *les collectivités locales font des marchés afin de réduire les prix*
- *le matériel est fourni à l'enseignant, charge à lui d'en prendre soin, de le bichonner, et de signaler toute détérioration"*.

**Points de vigilance.** Même si [FirewallGeneral](#) appuie les idées précédentes en assurant notamment qu'*"aucun autre corps de métier n'a travaillé avec son propre matériel pendant le confinement pour palier le manque de crédits de l'employeur"*, il va aussi plus loin en disant que *"ce qui est valable pour les machines devrait aussi l'être pour les crayons, les stylos, les feuilles ..."*

[FEREY-STMG](#) nuance tout de même la généralisation de la dotation, puisque pour lui, *"tant que les collectivités locales s'occuperont du financement et de l'entretien du matériel, il y aura des inégalités entre les écoles, collèges et lycée"*.

[Kervennic](#) souhaite enfin s'assurer que *"l'Éducation nationale investisse dans un ordinateur un peu plus cher pour ne pas "offrir" mes données et celles de mes élèves à Google : et il y a d'autres solutions que chrome OS ou Windows (cf Linux)"*.

## 5/ Doter les enseignants de matériel informatique



Virginie ZIMMER



22



11

**Objectifs.** [Virginie ZIMMER](#) témoigne du fait que *"les enseignants utilisent leur matériel personnel, tant informatique que matériel de bureau"*. Or, selon elle, *"nous ne sommes pas obligés d'être dotés de ce genre de matériel et souvent nous partageons avec notre famille"*. Elle en conclut que *"si l'enseignement doit passer par le numérique, l'État doit doter les enseignants de matériel informatique personnel, gratuitement"*.

**Modalités.** Cette contribution est encore une fois identique à deux contributions détaillées ci-dessus, ce qui illustre a priori l'importance de ce point aux yeux des participants à la consultation.

Pour [MUNIGA](#), l'Education nationale est en retard sur la question du numérique car *"la hiérarchie de l'éducation nationale n'a jamais voulu prendre le tournant du numérique"*. [CDB](#) relance en assurant trouver *"l'idée d'une participation financière [...] très bonne avec une formation aux usages pédagogiques et un accompagnement personnalisé"*. La nécessité de formation est d'ailleurs présente dans plusieurs contributions.

**Points de vigilance.** [hernandez](#) pose toutefois un diagnostic pessimiste pour l'avenir. Il constate que *"les logiciels éducatifs explosent, les enfants, les parents sont demandeurs d'applications de communication, nous aimerions projeter des choses mais nous sommes toujours contraints par le manque de budget, les réglementations RGPD, la lourdeur administrative..."*.

[Guillaume Vaslin](#) rebondit enfin sur cette idée en alertant sur le fait que *"chaque enseignant à ses habitudes ou préférences quant aux outils utilisés !"* Il conseille donc de *"laisser cette "liberté technologique" à l'enseignant sans qu'il ait à se retrouver enchaîné à un matériel/logiciel privilégié de l'état sous prétexte d'un accord commercial"*.



## 6/ Faciliter le travail des enseignants et des apprenants

 Sacha



 6

 33

**Objectifs.** [Sacha](#) trouve qu'*"il serait judicieux que les établissements puissent accéder à la Gsuite Education". Ce, afin de "faciliter le partage de document sans difficulté de compatibilité, pour que les élèves ont tous accès à des outils de traitement de texte, de calcul, de présentation sans que tout change selon les ordi ou les tablettes !"*

**Modalités.** Deux solutions logicielles sont décrites comme pouvant bénéficier à l'Education nationale : celle de Google, et celle de Microsoft.

[Anaïs Dollé](#) signale que *"Microsoft 365 est également disponible gratuitement (offre A1) pour les établissements scolaires. Les données sont stockés en France ou en Europe. L'application Teams est intégrée dans cette offre et offre de grandes possibilités de stockage, de partage et de collaboration au sein d'équipe"*.

[FEREY-STMG](#) voit plus d'utilité dans la suite Google ; *"il suffit d'inscrire son établissement à GSuite education. C'est un écosystème fermé. Google s'engage même à ne pas collecter les données des élèves et à faire de la publicité ciblée"*.

[Dura Lex Sed Lex](#) cite des exemples internationaux et note que *"plusieurs pays en Europe ont fait le choix de proposer aux établissements, aux enseignants et aux élèves à la fois des instances de GSuite Education et des instances d'Office 365. Ça semble donc possible en respectant le droit européen !"*

De nombreux commentaires détaillent les fonctionnalités disponibles sur les deux suites logicielles et tentent de trancher en (dé)faveur de l'une d'elle.

**Points de vigilance.** Outre le débat concernant les suites logicielles de Google et Microsoft, de nombreux contributeurs semblent sceptiques sur le bien-fondé même de l'utilisation de ces suites.

Pour [Holic](#), *"la GSuite coute cher rapporté à l'ensemble des personnes concernées (rien que 6 millions de personnes pour le second degré). Il faut vraiment sortir des solutions payantes pour développer des solutions open source. Pour ce que ça coûterait rien que pour un an, on a les sous pour développer tout ce dont on a besoin à mon avis"*.

[Linguet](#) signale en effet que *"Google espère probablement qu'après l'école, les élèves demandent à continuer ! Et là, la version entreprises est relativement chère..."*, tout comme [Flo](#) qui *"ne trouve pas normal qu'un éditeur (Microsoft) ou un gros acteur du web (Google) se serve de l'école comme cheval de Troie... même si ce sont de bons outils"*. Pour elle, l'Education nationale n'est *"pas là pour faire de la publicité auprès des élèves, même indirectement"*.

## 7/ Engager les élèves dans leur apprentissage via le numérique et le protocole de "classe inversée"

 RUMEAU



 6

 29

**Objectifs.** [RUMEAU](#) estime que "sur ce siècle et avec l'avancée de l'IA l'heure n'est plus au présentiel mais au travail à distance en autonomie et dans un cadre collaboratif". Selon lui, la manière d'enseigner a (et doit) changer pour passer au système de "classe inversée", car aujourd'hui "l'élève consulte et exploite des ressources en ligne ciblées par l'enseignant en partie en dehors de l'établissement scolaire pour ensuite conforter ou approfondir ses acquisitions et ses compétences avec l'enseignant en établissement scolaire". La présence dans l'établissement serait donc l'occasion de "mettre en place du tutorat élève, des travaux dirigés et autres travaux pratiques et aussi naturellement l'évaluation par les enseignants qui seule permettra une orientation choisie et acceptée".

**Modalités.** [MUNIGA](#) note qu'"un exercice, une leçon sur support numérique qui soit réellement utile demande une connaissance approfondie de l'informatique". [Florence](#) renchérit alors en assurant que "ce n'est pas aux enseignants d'être concepteurs ! Ils doivent être utilisateurs des ressources c'est pour cela que je "milite" sur cet état-major du numérique pour la création d'une bibliothèque unique rassemblant toutes les ressources possibles afin que chacun puisse piocher ce qui lui convient..."

[Christophe Lapp](#) insiste lui sur le fait que "le numérique est outil puissant pour travailler des savoir-faire. Par le biais de barèmes de notation avec des critères précis, ainsi-que l'évaluation par les pairs". Quant à [rebor](#), il semble plutôt vouloir favoriser l'autonomie des enseignants : il souhaiterait encourager "les adultes à un vrai travail d'apprentissage sur comment coder, par exemple", pour qu'ils soient capables de développer leurs propres ressources.

**Points de vigilance.** Si l'on met de côté les questions logistiques (pour [Florence](#), qui soulève la question des élèves résidant en campagne, "avec un bus matin et soir, il faudrait revoir complètement le système de transport !"), l'adoption de ce système pose de nombreuses questions aux contributeurs.

Pour [Holic](#), "si la classe inversée peut être pertinente pour A sur telle notion, elle peut être non pertinente pour B. Elle implique aussi une grande autonomie et responsabilité des élèves. Vu comment ça a décroché facilement pendant le confinement, je suis sceptique. Cela augmentera encore plus la fracture entre ceux qui réussissent et les autres". Cette position est partagée par plusieurs contributeurs, notamment [Bthi](#) qui craint "que nous n'ayons pas compris ce que le confinement a démontré, la nécessité du contact humain. Rien ne remplace l'échange direct", ou [Richard Picon](#), pour qui "le numérique est appelé à rester un outil entre les mains d'un professeur. Et c'est déjà pas mal...".

Dans ses derniers commentaires, [Richard Picon](#) remarque d'ailleurs que "la question de la classe inversée repose peu sur le numérique, et elle aurait tout intérêt à revenir plus vers ce qu'a proposé Célestin Freinet que se bercer des illusions d'un wikipedia pédagogue". Il rebondit ensuite dans [un autre commentaire](#) en disant que selon lui, "la classe inversée tire en effet des facilités dans sa mise en place dans le numérique - mais elle y trouve aussi un accroissement des inégalités sociales".

# Opensource politics

l'expérience démocratique